



150 ans de la Commune de Paris



*Hommage aux
martyrs communards
de la semaine sanglante*



A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la semaine sanglante, lors de laquelle la bourgeoisie française a commis l'un de ses pires massacres contre le peuple, nous avons publié jour après jour des points de vue politiquement utiles aux militants de lutte de classe, reliant les enseignements de cette « première expérience de dictature du prolétariat » (Marx) aux enjeux contemporains pour ce 21^{ème} siècle.

Il s'agit à chaque fois de lutter contre des « idées reçues » qui peuvent biaiser l'analyse de ces événements majeurs de notre histoire populaire, suite au travail idéologique de la bourgeoisie durant 150 ans, et réaffirmer les liens concrets qui unissent les enjeux d'alors et ceux d'aujourd'hui: reconstruire un parti communiste révolutionnaire, comme le Parti Communiste - Section Française de l'Internationale Communiste s'est construit en 1920 sur les cendres de la Commune et l'immense espoir qui a surgi lors de la deuxième Commune, longue de 70 ans, au vingtième siècle: Celle de la Révolution d'Octobre.

Le 21 mai 2021

Jour 1

La première expérience de dictature du prolétariat

Jour 2

République tout court ou République sociale?

Jour 3

La radicalité des luttes de classe en France, c'est du passé?

Jour 4

Internationalisme et question nationale: Les ouvriers n'ont pas de patrie?

Jour 5

L'apport de l'immigration aux luttes de classe en France

Jour 6

Tactique et rôle des dirigeants révolutionnaires

Jour 7

Des accélérations de l'histoire de la lutte de classe

Epilogue

La Commune et la reconstruction communiste aujourd'hui

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

La première expérience de dictature du prolétariat

On présente souvent la Commune comme un soulèvement de « la démocratie » contre la dictature impériale de Napoléon III. Si cette dernière est évidemment une dictature implacable, bourgeoise, capitaliste, coloniale et guerrière, la Commune quant à elle, a dû imposer par la force une forme démocratique pour le peuple et par le peuple en interdisant le vote, l'expression et la propagande des grands patrons et bourgeois de Paris. La démocratie était donc totale pour le peuple, avec élections régulières et révocabilité des élus, mais dans le cadre ce qu'on appelle depuis Marx une « dictature du prolétariat » (sur la bourgeoisie). C'est la première du genre historiquement. La Commune est ainsi la forme enfin trouvée non pas de la démocratie abstraite mais de la démocratie ouvrière et populaire, non pas de la République abstraite mais de la République sociale.

Pour l'exercer, nombre des élus de la Commune étaient effectivement des ouvriers, issus d'une classe qui a émergé politiquement depuis plusieurs décennies avec le développement rapide du capitalisme au 19^{ème} siècle. Le célèbre élu ouvrier Léo Fränkel déclarait lors d'un conseil municipal : « La révolution du 18 mars a été faite exclusivement par la classe ouvrière. (...) Nous sommes élus pour faire des réformes sociales : devons-nous demander leur avis aux patrons ? Non ! Ont-ils été consulté en 1792 ? Et la noblesse a-t-elle été consultée ? Non ! ». Bien sûr, il ne faut pas avoir une vision

simpliste supposant que tous les élus d'une dictature du prolétariat sont forcément ouvriers. La question est, au-delà de l'histoire propre des élus, quelle est la classe qui les a élu, et quels sont les intérêts de classe que ces élus défendent.

Idée reçue:

Installer une vraie démocratie, c'est l'affaire de tous?

150 ans de la Commune de Paris



1871
2021



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

République « tout court » ou République sociale?

La bourgeoisie capitaliste impérialiste française a su, en tant que classe ayant le pouvoir économique et politique, piéger le mouvement ouvrier en lui inculquant la notion fourre tout de « République ». En France, la révolution bourgeoise est devenue républicaine en raison du refus de la monarchie de faire les concessions à l'instar du compromis historique anglais qui a permis de passer de la monarchie absolue de droit divin à la monarchie parlementaire. La monarchie a fait appel aux monarchies soeurs européennes pour tenter de tuer dans l'oeuf la révolution bourgeoise. Celle-ci a fait appel au peuple sans culottes pour défendre la révolution bourgeoise. C'est le peuple qui a décapité le roi forçant ainsi involontairement la bourgeoisie à proclamer la République.

Voilà où gît le piège historique de la « République » utilisée par la bourgeoisie pour faire adhérer, comme expression de son « hégémonie culturelle » selon la formule de Gramsci, les organisations et leaders du mouvement ouvrier.

La Commune a été la première à se démarquer en avançant la notion de République sociale. Le PCF bolchevisé a œuvré à prolonger cette démarcation, mais il a fini par retomber dans le piège bourgeois des « valeurs républicaines » au dessus des classes sociales et de la lutte des classes.

Il devient donc indispensable de reprendre le travail idéologique et politique pour développer en profondeur la critique de classe de la révolution bourgeoise dans la perspective de la révolution prolétarienne à venir.

Idée reçue:

**Vivons-nous tous
en République?**

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

La radicalité de la lutte des classes en France

Marx a salué la combativité spontanée du prolétariat français dont la Commune a été la plus grande expression. Elle fut précédée par l'implication massive des sans culottes, donc le peuple, dans la révolution bourgeoise républicaine entre 1791 et 1794. C'est le peuple en arme qui décapita le roi et sauva la république bourgeoise contre les monarchies réactionnaires européennes d'alors.

La nature rebelle du peuple français trouve aussi sa source dans le fait que la paysannerie, qui a une longue tradition de jacquerie contre la misère, a constitué le premier et principal bataillon transféré dans la classe ouvrière à travers l'exode rural avant d'être rejoint par les immigrations successives dans les mines, les usines, les entreprises au fur et à mesure du développement du capitalisme.

C'est ainsi que ce spontanéisme de la révolte populaire est ainsi dialectiquement consécutive de :

- l'élévation de la conscience politique des masses ouvrières et populaires à l'instar du "spontanéisme" de la contre attaque antifasciste de février 1934 des ouvriers sortant des entreprises en bleu de travail pour empêcher physiquement la prise de l'Assemblée Nationale par les ligues fascistes;
- ou du ras le bol de l'explosion sociale des Bonnets Rouges en Bretagne contre « l'écotaxe », celle dite des "banlieues" contre la misère, les discriminations et le racisme et celle des Gilets Jaunes contre la hausse du prix du carburant avant qu'ils ne systématisent progressivement des revendications économiques et politiques.

Les communistes révolutionnaires en France doivent apprendre de la dialectique de l'évolution à pas de tortue puis des accélérations explosives des contradictions du capitalisme impérialiste pour organiser selon la juste formule de Lénine le « siège en règle de la forteresse ennemie » bourgeoise afin de préparer les périodes révolutionnaires « où vingt années se concentrent en vingt jours » comme la Commune.

Idée reçue:

**Les révolutions,
c'est du passé?**

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

Internationalisme et question nationale

Les révolutionnaires sont toujours internationalistes... mais ceci ne veut pas dire qu'ils ne défendent pas la souveraineté nationale et populaire. Comme la résistance à l'occupant nazi contre la bourgeoisie française collaborationniste lors de la deuxième guerre mondiale, les « communards » défendaient la souveraineté de la France contre les versaillais capitulards et contre l'occupant prussien. Il n'y avait aucun racisme germanophobe dans cette défense, mais au contraire la volonté d'autodéfense face à la facture exorbitante que Bismarck exigeait et que la jeune république bourgeoise versaillaise allait leur faire payer.

La souveraineté nationale n'est donc pas systématiquement « réactionnaire » et peut dans certaines circonstances, celles du droit des peuples, nations à l'indépendance et donc de la libération nationale, être profondément progressiste, révolutionnaire et... internationaliste ! Le révolutionnaire italien Garibaldi, héros de l'unification italienne, qui n'était pas présent sur place, avait été symboliquement élu membre de la Commune par exemple, et la colonne napoléonienne de la place Vendôme avait été abattue avec le projet d'y fondre une statue de la réconciliation franco-allemande avec des canons des deux armées.

La formule de Marx et Engels est donc tout à fait pertinente, mais quand on ne la tronque pas dans l'idée anarchiste ou gauchiste que toute défense patriotique est forcément « nationaliste » : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. » La commune concrétise ce qu'est le patriotisme populaire et sa différence absolue avec le nationalisme bourgeois.

Idée reçue:
« Les ouvriers n'ont pas de patrie? »

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

L'apport de l'immigration aux luttes de classe en France

Depuis la révolution française de 1789, le 19^{ème} siècle a été marqué par au moins trois épisodes révolutionnaires impliquant avec de plus en plus de force la classe ouvrière naissante dont les immigrés. Si le premier drapeau rouge fut brandi à Paris en 1871, il ne faut pas oublier que cette révolution fut aussi celle de très nombreux immigrés, combattants, élus, artisans de la Commune de Paris. Léo Fränkel était hongrois, le célèbre général Dombrowski était polonais et on trouvait sur les barricades des belges, des russes, des italiens, des slaves... et même ces « turkos » issus des colonies nord-africaines et désertant l'armée versaillaise !

De fait, la Commune mis en oeuvre le décret révolutionnaire de 1793, jamais appliqué alors, déclarant « français » tout résident en France sans aucune condition de nationalité ! Le véritable internationalisme, c'est sans doute celui-là, qui, dans le cadre d'une « défense nationale », ouvre ses portes à toutes les forces révolutionnaires et anti-impériales de l'étranger, contre sa propre bourgeoisie. « Toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent » déclare la Commune dès le 30 mars 1871.

Qu'il s'agisse des communards immigrés en 1871 ou des résistants de la FTP-MOI (Main d'oeuvre immigrée) sous l'occupation, la gloire nationale fut souvent aussi celle de l'immigration et des victimes de l'oppression impérialiste au même titre que les frères de lutte français. La Commune représente la première apparition historique politique de la classe internationale qu'est le prolétariat.

Idée reçue:

La Commune, une révolution « bien de chez nous »?

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

Tactique et rôle des dirigeants révolutionnaires

La Commune de Paris a été vaincue au terme d'une lutte armée particulièrement violente qui, dans sa dernière phase fut marquée par l'extermination en masse de dizaines de milliers de citoyens parisiens.

Les parisiens n'ont pas combattu pour un « idéal » inatteignable mais pour des mesures totalement inédites, d'avant-garde, concrètement appliquées (égalité salariale, fixation des prix, égalité hommes femmes, droit au divorce, éducation laïque et gratuite, etc.).

Les révolutionnaires du vingtième siècle ont donc tiré les enseignements de la Commune de Paris et de sa défaite : Celle-ci a d'abord manqué d'un État-major solide et d'une préparation politique et même théorique. Elle a ainsi manqué, du fait de son impréparation, de dirigeants révolutionnaires formés depuis longtemps à la lutte. Les révolutionnaires aguerris comme Delescluze qui avait combattu en 1830 et en 1848 était peu nombreux, et la confusion politique qui régnait souvent dans les conseils ne pouvait donner l'impulsion nécessaire à ce que les combattants s'organisent de façon disciplinée et organisée contre les Versaillais aux portes de Paris. Ensuite l'insurrection ouvrière n'ayant pas fait jonction avec la paysannerie, la Commune resta isolée aux villes comme l'indiqua Engels.

Sur le célèbre mot de Lénine « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », les expériences de dictature du prolétariat menées au siècle suivant furent nettement plus durables, une fois les formes de l'insurrection populaire spontanée, les soviets, rendus capable, par le travail du bolchevisme léniniste, de prendre concrètement le pouvoir en Russie en octobre 1917.

Idée reçue:
« Une utopie vaincue d'avance? »



150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

Les accélérations de l'histoire de la lutte de classe

L'impatience et le romantisme révolutionnaire font souvent croire que le peuple se met réellement en marche contre l'oppression qu'une fois qu'il est au pied du mur, qu'une fois qu'il a « tout perdu ». Cette idée dangereuse peut conduire à espérer que les conditions de l'oppression et de la dictature empirent pour « forcer » l'étincelle révolutionnaire, la « politique du pire ».

Évidemment, les conditions de vie des ouvriers durant le Second Empire étaient intenable, aggravées encore en 1870 par le blocus et la guerre contre la Prusse déclarée par Napoléon III. Mais cette aggravation a imposé au pouvoir, soucieux justement d'éviter la révolte, d'assouplir sa dictature, de donner « préventivement » quelques droits démocratiques. En 1868 par exemple, Napoléon III permet à nouveau la liberté de la Presse et celle d'organiser des réunions publiques, ferment d'un mouvement républicain massif à Paris que le pouvoir aussitôt regrette... Des grèves se multiplient en 1869 et le pouvoir se trouve débordé et réprime les ouvriers dans le sang. L'assassinat politique d'un journaliste républicain, Victor Noir, déclenche un immense mouvement populaire au moment de l'enterrement à Paris.

Ainsi ce n'est pas l'aggravation des conditions de vie en soi qui déclenche une révolution, mais l'approfondissement de la contradiction d'un pouvoir forcé de reculer, parfois en concédant des droits démocratiques, et une obligation pour celui-ci de piétiner ce qu'il vient de concéder pour se maintenir. Il en fut ainsi après la convocation exceptionnelle du « Tiers-Etat » par Louis XVI en 1789, ou après la création par le Tsar russe d'une Douma parlementaire entre 1905 et 1917.

C'est Karl Marx lui-même, qui le premier a défini la relation dialectique entre lutte pour les réformes et révolution, quand il a dit : « Dans les grands développements historiques, vingt années ne sont pas plus qu'un jour, bien que, par la suite puissent venir des journées qui concentrent en elles vingt années » (cité dans textes sur les syndicats, éd. du Progrès, p.270). Lénine précise ensuite pour bien faire comprendre la formule de Marx qu'« à chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objective de l'histoire de l'humanité: d'une part, en mettant à profit les époques de stagnation politique, c'est-à-dire de développement dit 'paisible', avançant à pas de tortue pour accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde; d'autre part, en orientant tout ce travail vers le 'but final' de cette classe et en la rendant capable de remplir pratiquement de grandes tâches dans les journées qui concentrent en elles vingt années » (idem).

Idée reçue:

Une révolution ne surgit que quand on a tout perdu?

150 ans de la Commune de Paris



Hommage aux dizaines de milliers de martyrs de la Commune tombés lors de la « semaine sanglante »

La Commune et la reconstruction communiste aujourd'hui

La Commune est née spontanément dans un contexte de guerre franco-prussienne marqué par la trahison de la bourgeoisie qui accéléra au sein du peuple l'aspiration à une autre organisation de la société poussant « la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la Garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté » (A la mémoire de la Commune, Lénine).

Cette expérience amena Karl Marx à conclure « qu'entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cette période correspond également une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (Critique du programme de Gotha).

Les Communards défaits subirent la barbarie criminelle de la dictature de la bourgeoisie, ce qui confirmait en cela le marxisme, selon lequel « toute société depuis la commune primitive est une société de classe » (Le Manifeste Communiste).

D'où la nécessité pour les communistes de toute époque de s'organiser parce « que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes; que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes » (résolution IX de la conférence de Londres de l'AIT rédigé par Karl Marx).

C'est la tâche principale aujourd'hui de la Reconstruction Communiste suite à la social-démocratisation européenne de la direction du PCF consécutive à sa reconversion progressive à l'électoralisme qui l'a conduit à sa longue servilité au PS dans le cadre de « l'union de la gauche. »

La contre-révolution bourgeoise et la restauration du capitalisme dans les pays du camp socialiste d'Europe de l'est et en URSS n'ont fait qu'accélérer en l'aggravant le processus des abandons de la théorie, du programme marxiste-léniniste et des intérêts de la classe ouvrière dont les manifestations les plus éloquentes ont été la collaboration de classes aux gouvernements de la « gauche » du capital en 1981, puis en 1997 et la mise ainsi du pays sur les rails du libéralisme et de la destruction des conquêtes

sociales et démocratiques de nos prédécesseurs communistes.

En effet, le PS qui fut d'abord la « droite » du mouvement ouvrier dès ses trahisons de 1914, puis du Front Populaire, de la République Espagnole, de la résistance antifasciste sous la collaboration pétainiste, a muté en parti de la « gauche » du capital après guerre, avec Guy Mollet, Mitterrand, marqué par ses répressions meurtrières d'ouvriers, ses massacres coloniaux sous la IV^{ème} République, puis son arrivée au pouvoir en 1981, etc. Mitterrand et le PS seront ainsi les chantres du libéralisme en France tout comme Thatcher et Reagan l'ont été avec la formule « there is no alternative » en Angleterre et à l'échelle mondiale.

Reconstruire le Parti Communiste aujourd'hui, c'est donc :

- S'inspirer des hauts faits d'arme militants et des mesures programmatiques de la Commune pour mettre en exergue la rupture -diront certains épistémologique- qu'elle a constituée avec la nature de classe bourgeoise de la révolution capitaliste pour mettre fin à la féodalité et à la monarchie de 1789;

- Utiliser l'arme de la critique prolétarienne comme antidote à l'asservissement idéologique des classes populaires par l'idéologie bourgeoisie relayée en son sein par le réformisme social démocrate et l'opportunisme des renégats du marxisme-léninisme;

- Oeuvrer à unir notre classe et les couches populaires contre la division raciste multiforme d'aujourd'hui comme l'a fait la Commune en élisant parmi ses militants dirigeants des « étrangers »;

- Lutter et mobiliser le peuple contre le choix de la défaite par la bourgeoisie nationale de l'intégration du pays dans la division du travail européenne et mondialiste du capital qui désindustrialise, délocalise pour toujours le maximum de profit en mettant en concurrence les travailleurs d'ici et ceux et celles d'ailleurs;

- Affirmer aux yeux de notre classe ouvrière que le socialisme temporairement vaincu en Europe est aux commandes des pays socialistes que sont la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord, Cuba qui sortent du sous-développement et de la pauvreté leur peuple par la voie de l'édification progressive du socialisme, première étape du communisme.

